

Pape François : Vous avez dit « abroger » ?

Article rédigé par *Cédric Burgun*, le 17 juin 2013

Il n'y a pas pire sourd que celui qui ne veut pas entendre... et pourtant, oui, le pape François a surpris son monde (le nôtre en fait), en employant samedi 15 juin, devant des parlementaires français, un mot tabou : « abroger » ! Oui, la mission d'un parlementaire peut être d'abroger une loi illégitime.

DES QUE LES PROPOS DU PAPE se répandirent, ce fut l'alerte générale : des alertes *push* via différents médias, la « une » des journaux télévisés le soir, des articles, des tweets et du buzz. Les uns se disputaient pour savoir ce qu'a réellement dit le pape, d'autres s'exclamaient en pensant qu'il aurait pu aller plus loin. D'autres encore feignaient de ne pas comprendre.

Or on ne peut pas faire mine face à discours aussi clair. Voilà donc la phrase mise au banc des accusés :

"

« Votre tâche est certes technique et juridique, consistant à proposer des lois, à les amender ou même à les abroger. Il vous est aussi nécessaire de leur insuffler un supplément, un esprit, une âme dirais-je, qui ne reflète pas uniquement les modes et les idées du moment, mais qui leur apporte l'indispensable qualité qui élève et anoblit la personne humaine. »

"

On ne peut pas ne pas comprendre

Tout d'abord, une petite leçon de diplomatie vaticane : le pape François s'est exprimé devant un groupe d'une cinquantaine de parlementaires, des deux chambres, représentant les groupes d'amitié France – St-Siège de l'Assemblée et du Sénat (les tenants d'une laïcité intransigeante s'étonneront de l'existence de tels groupes, mais passons ...). Ce n'était pas une visite non-officielle des membres de l'association « Chrétiens Élus publics » : auquel cas, les propos du Pape n'auraient pas nécessairement été rendus publics « officiellement ». C'était la visite de parlementaires français au chef d'État du Saint-Siège. Son discours avait été préparé par la Secrétairerie d'État du Vatican – celle-là même qui gère toutes les relations diplomatiques – et le pape ne s'est pas écarté du discours d'un iota, contrairement à son habitude.

Certes, je comprends qu'on ne veuille pas comprendre : comme disait Jésus, « que celui qui a des oreilles pour entendre, qu'il entende » ! Mais on ne peut pas dire que les mots du Pape n'étaient pas pesés et qu'ils ne concernaient pas la loi Taubira...

Plus largement encore, ils ne concernaient pas seulement la loi Taubira, mais toutes les lois ! La Secrétairerie d'État – comme le souverain pontife – est parfaitement au courant de la situation politique en France. Les infos lui remontent régulièrement et pas uniquement par les journaux ! Le pape François connaît les lois qui viennent d'être votées et celles qui attendent encore les Français.

La Secrétairerie d'État savait aussi que c'était la première fois que le Pape allait s'adresser officiellement à la France. Et donc – comme à son habitude – dans tout discours officiel diplomatique, chaque mot est pesé, évalué, considéré. Oui, le Pape a invité les parlementaires à abroger les lois qui sont contraires à la doctrine sociale de l'Église et sa conception de l'homme. Qu'on le veuille ou non, la parole pontificale de ce samedi 15 juin fut aussi claire que cela ! Et c'est bien cela qui dérange.

Quel sens de l'Histoire ?

Pourquoi ? Parce que, là, le pape François a posé une question politiquement incorrecte : on s'en rend compte ! Trop souvent, nous avons une vision rectiligne de l'histoire d'un pays, et de son avenir. Nous considérons qu'il n'y a pas de retour en arrière possible et que les choses vont continuer à évoluer en se « dégradant ». C'est la vision de nombreux chrétiens : les choses sont foutues, on a perdu ce « combat », on ne pourra pas revenir en arrière, etc.

Or, le pape François a rappelé une évidence : *avoir toujours comme but d'abroger les lois profondément contraires à la dignité de l'homme et à la vision chrétienne de l'humanité.*

En ce sens-là, oui, le pape François a appelé à l'abrogation de la loi Taubira, mais aussi aux lois de recherches sur l'embryon, aux lois sur l'avortement, et encore à toutes les lois qui créent plus de pauvreté, plus d'inégalité, plus de souffrance (pensons à la faim dans le monde ou aux inégalités toujours plus croissantes).

Il y a toutes celles qui dégradent la protection sociale des mineurs, qui encourage de nouvelles formes modernes d'esclavage (par exemple la drogue et à l'exploitation de la prostitution). Il y a encore toutes celles qui concernent le droit à la liberté religieuse ; le développement d'une économie qui n'est plus au service de la personne et du bien commun. Il a appelé à abroger les lois concernant l'euthanasie et qui dessaisissent l'homme de sa responsabilité et de sa dignité.

Oui, il a appelé à abroger celles qui suscitent des conflits et qui mettent la paix en danger ; oui, il a appelé à abroger les lois qui reflètent « uniquement les modes et les idées du moment, mais qui (n') apporte(nt) (pas) l'indispensable qualité qui élève et anoblit la personne humaine ». C'est clair. Il vient d'ailleurs d'écrire [une lettre au G8 pour demander de ne pas dissocier l'éthique de l'économie](#).

On peut ne pas être d'accord. On peut trouver que le pape sort de son rôle en interpellant clairement un état sur sa législation : c'est souvent l'argument qui nous est adressé. Mais on ne peut pas contester les propos du pape : ce serait malhonnête intellectuellement, puisque le discours de l'Église sur ces sujets a toujours été clair et personne ne peut le nier.

La conséquence n'en est que logique : si une loi est considérée comme illégitime et inadmissible au regard de

l'enseignement magistériel, alors le but des chrétiens – à différents échelons d'engagements sociétaux – est bel et bien de faire en sorte que cette loi tombe un jour ou un autre. Oui, ça prendra du temps ! Mais oui, aussi, c'est le but de tout engagement chrétien.

Un enseignement constant

Notre vision de l'histoire est trop souvent pessimiste. Nous croyons que les choses ne peuvent que se « dégrader ». Mais ce n'est pas une vision chrétienne de l'Histoire : celle-ci connaît certes ces heures plus difficiles, mais ce ne peut jamais être considéré comme un lent déclin ou la raison de notre non-engagement. Le Christ a surgi à un moment de l'Histoire. Les saints surgissent après lui, à chaque fois en transformant le cours de cette Histoire qui paraît inéluctable.

La [note du Cardinal Ratzinger sur l'engagement politique des chrétiens](#) rappelait très justement la mémoire de Thomas More, saint patron des hommes politiques, que nous allons fêter dans quelques jours :

Et le cardinal Ratzinger, à l'époque, de préciser que

"

« [II] a su témoigner jusqu'à la mort de "la dignité inaliénable de la conscience". Bien que soumis à diverses formes de pressions psychologiques, il a refusé tout compromis et, sans renier "sa constante fidélité à l'autorité et aux institutions légitimes" qui l'avait distingué, il a affirmé par sa vie et par sa mort que l'«on ne peut séparer l'homme de Dieu, ni la politique de la morale [\[1\]](#). »

« Jean-Paul II a maintes fois répété que ceux qui sont engagés directement dans les instances législatives ont "une obligation précise de s'opposer" à toute loi qui s'avère un attentat contre la vie humaine. Pour eux, comme pour tout catholique, il est impossible de participer à des campagnes d'opinion en faveur de telles lois, et il n'est permis à personne de les soutenir par son vote.

Comme l'a enseigné Jean-Paul II dans l'encyclique [Evangelium vitae](#) à propos du cas où il ne serait pas possible d'éviter ou d'abroger totalement une loi permettant l'avortement déjà en vigueur ou mise au vote, cela n'empêche pas qu' "un parlementaire, dont l'opposition personnelle absolue à l'avortement serait manifeste et connue de tous, pourrait licitement apporter son soutien à des propositions destinées à limiter les préjudices d'une telle loi et à en diminuer ainsi les effets négatifs sur le plan de la culture et de la moralité publique [\[2\]](#)" » (*Note doctrinale*, n°4).

"

Oui, les chrétiens doivent œuvrer à l'abrogation de toute loi qui éloigne l'homme de sa dignité et sa vocation profonde. Tel était le message clair du Souverain Pontife, à la suite de ses prédécesseurs. Certes, Jean-Paul II avait bien conscience que l'abrogation d'une loi contraire à la dignité de l'homme n'était parfois pas possible dans l'immédiat. Il invitait alors les chrétiens à chercher tous les moyens pour en limiter les effets.

Un appel à l'action

Il n'y a pas lieu à tergiverser des heures au sujet des propos du pape François.

Et pour tout vous dire, je ne comprends même pas qu'il y ait pu avoir incompréhension sur ce point : quand le souverain pontife parle de pauvreté, de social, de paix, etc. alors là on comprend ; qu'il appelle à l'abrogation des lois qui sont contraires à l'enseignement de l'Église, et là, il ne faudrait pas comprendre...

Soyons un peu réaliste et honnête : l'enseignement de l'Église est suffisamment unifié et clair depuis des

années sur tous ces sujets pour comprendre que le pape François nous appelle à l'action et l'espérance : en ce sens, la vocation des chrétiens sera toujours celle de l'engagement, quelles que soient les situations politiques. « Les fidèles laïcs ne peuvent absolument pas renoncer à la participation à la politique [3]. »

Le père Cédric Burgun est prêtre de la communauté de l'Emmanuel pour le diocèse de Metz. Canoniste, il est enseignant-chercheur à l'Institut catholique de Paris.

En savoir plus :

Le [discours complet](#) du pape François aux parlementaires

[1] Jean-Paul II, *Motu proprio* pour la proclamation de St Thomas More Patron des responsables de gouvernement et des hommes politiques (31 octobre 2000), n. 1.

[2] Jean-Paul II, encyclique *Evangelium vitae* (25 mars 1995), n. 73.

[3] Jean-Paul II, *Christifideles laici* (30 décembre 1988), n. 42.